

Après le congrès Pigcas (29-30 novembre 2007)

## I. Synthèse et conclusions

Anne Vonesch

### Avertissement :

*Le sujet est complexe. Chaque interlocuteur que vous rencontrez peut vous convaincre de son idée sur le sujet, jusqu'à ce que vous rencontriez l'interlocuteur suivant qui vous fera adopter la sienne. Ce qui compte, c'est l'action efficace, avec différents moyens.*

*L'acceptation ou le refus d'une solution, par les consommateurs, sera lourde de conséquences, en particulier, mais pas seulement, pour les animaux.*

*L'information des consommateurs est une grande responsabilité.*

### **L'essentiel**

#### **Traiter la douleur : si on veut on peut !**

La castration chirurgicale sans traitement de la douleur est inacceptable. Cette barbarie doit s'arrêter.

Il existe différentes solutions techniques, ayant chacune des avantages et des inconvénients, adaptées à différentes situations. Chacune peut et doit être perfectionnée. Mais ces solutions sont suffisamment avancées pour que leur mise en œuvre puisse se faire sans délai.

**La pratique usuelle** de la castration à vif des porcelets mâles, sans supprimer ou atténuer la douleur, n'est plus acceptable. Mais en l'absence de castration, le porc mâle pubère (non castré) peut présenter une odeur et un goût désagréables à la cuisson de la viande. Cela risque de dissuader les consommateurs d'acheter du porc. L'immense majorité des **consommateurs** ignorent tout de cette question : castration, douleur, et goût. Mais le problème et les solutions potentielles peuvent les concerner pour différentes raisons : la qualité des produits, la sécurité alimentaire, le prix, l'éthique, le choix de société.

**Il est donc particulièrement important de donner aux consommateurs une information parfaitement transparente, sincère, et responsable, et d'éviter une médiatisation irrationnelle.**

Il y a **trois grands types de solutions techniques à cette souffrance animale.**

Soit on ne castré pas. On élève des mâles entiers et on trouve une ou les solution/s pour ne pas commercialiser une viande dont l'odeur et le goût déplaisent, en réduisant l'odeur chez l'animal (abattage précoce, alimentation optimisée, sélection génétique), et/ou en dépistant les carcasses touchées par l'odeur (test de cuisson, nez électronique).

Soit on castré les mâles, mais on supprime la douleur, par une anesthésie générale au gaz ou par injection, ou – un pis aller immédiatement réalisable – par une anesthésie locale, et par des antalgiques.

Soit on recourt à l'immuno-castration (non chirurgicale), c'est-à-dire une vaccination contre l'hormone qui déclenche la maturation sexuelle.

Les trois solutions ont fait l'objet de nombreux travaux et peuvent aujourd'hui être mises en œuvre, selon le contexte, si la volonté politique et l'accompagnement scientifique y sont. Les surcoûts dépendent des situations et des mesures complémentaires, mais ne semblent pas insurmontables, et même pour l'anesthésie générale au gaz – solution exigeante - il se limite à environ 1 € par porc, tout compris. Pour le coût au détail, l'ordre de grandeur est <2 voire <1ct d'€ au kg.

**Quelles sont les attitudes des professionnels et les décisions des pouvoirs publics ?** Les éleveurs sont plutôt réticents face aux efforts qui leur seraient demandés. Par contre, en Suisse et aux Pays-Bas, des distributeurs s'engagent à mettre fin à la douleur. Certains pays interdisent la castration sans anesthésie (Norvège en 2003, Suisse en 2009, Pays-Bas en 2009).

Pour les éleveurs, **l'immuno-castration** est la solution la plus simple, et de ce point de vue la plus acceptable pour soulager la souffrance. Mais est-ce que les distributeurs et les consommateurs l'accepteront ? C'est la question. Il faut être exigeant et rigoureux quant aux preuves d'innocuité du vaccin. Celle-ci est hautement probable. C'est un vaccin déjà commercialisé en Australie et Nouvelle-Zélande, et autorisé en Suisse. Il n'entraîne aucun délai d'attente pour la consommation de la viande. L'efficacité quant à la suppression de l'odeur de verrat est bonne, mais pas totalement fiable, et nécessiterait une surveillance complémentaire des carcasses.

Le consommateur doit pouvoir **déchiffrer le contexte** dans lequel se joue cette question. En élevage, les vaccins sont de plus en plus nombreux, et les interventions artificielles sur les cycles de la reproduction sont courantes. Par ailleurs la suppression de la castration chirurgicale réduit d'autres risques de complications infectieuses (jamais appétissantes !). Il faudrait aussi renoncer à une image naïvement positive de tout ce qui est 'traditionnel' comme l'est la castration à vif.

Sans naïveté aussi, il faut évaluer le poids de l'industrie pharmaceutique, partenaire de l'élevage industriel, sponsor du congrès, sur les orientations scientifiques, politiques et professionnelles, et l'immense **profit** que pourrait tirer Pfizer de la généralisation de ce vaccin en Europe. Sans aucun doute, l'introduction d'une anesthésie ne générerait pas des profits comparables. Or si l'éleveur est formé pour la réaliser, une (légitime) rémunération devrait rester chez lui, pour son temps de travail, légèrement augmenté. Que plus-values et profits – où qu'ils aillent - soient au moins utiles, au service de la santé, de l'animal, ... et de l'éleveur compatissant.

**Bannir la douleur et la violence des pratiques d'élevage**, accéder à davantage d'humanité envers l'animal, est un objectif essentiel pour un développement humain durable. Au-delà de la douleur d'une seule intervention, ne faudrait-il pas s'interroger sur la détresse tout au long des vies animales, sur la logique sans pitié des marchés, et sur nos choix alimentaires, qui vont souvent de pair avec un gaspillage structurel et ne sont pas toujours bons pour notre santé ? Est-ce que la pression sur les prix du porc n'a pas fait perdre tout repère quant à la réelle valeur des protéines animales ?

**L'élevage le plus naturel** reste la production de porcs relativement âgés, de race rustique, en plein air dans un milieu riche et arboré. Ce type d'engraissement ne peut pas se passer de castration.

Sans rejeter l'immuno-castration, il faut aussi promouvoir auprès des consommateurs et des éleveurs **d'autres solutions** qui s'orientent en direction des repères d'un élevage sain et naturel, et humain :

- **soit préserver l'intégrité de l'animal, en élevant des mâles entiers** (sous-entendu, dans de bonnes conditions, spacieuses, avec litière ! mais abattus relativement jeunes) ; ceci implique aussi de mettre au point le dépistage des carcasses particulièrement odorantes (p.ex. par le nez électronique) et/ou une valorisation spécifique adaptée (fumaison), sans cuisson de la viande
- **soit castrer chirurgicalement, mais avec une anesthésie et analgésie efficaces**, permettant alors un abattage plus tardif. Là aussi, les conditions de vie doivent répondre aux besoins d'un porc.

Mais **la seule amélioration immédiatement applicable par un éleveur individuel, en France, est l'anesthésie locale** : elle est sans investissement ni surcoût notable en dehors d'une augmentation du temps de travail de la castration de l'ordre de 50 %. Elle doit être faite avec ordonnance et sous la responsabilité d'un vétérinaire qui doit s'assurer d'une exécution optimale. Si on n'est même pas en mesure d'accorder cela à ses animaux, ne vaudrait-il pas mieux arrêter l'élevage ?

**L'anesthésie générale, avec analgésie postopératoire**, suppose une organisation plus complexe, avec les vétérinaires. C'est préférable, et réaliste à terme, vu les travaux en cours en Suisse.

**La prévention et la suppression de la douleur devraient être l'exigence du consommateur envers tout éleveur et envers tout vétérinaire ayant à travailler en élevage.**

**La question du traitement de la douleur devra faire son entrée dans les cahiers des charges des enseignes, de la restauration collective, et de l'industrie de transformation.**